National Democratic Institute
2030 M Street, NW, Fifth Floor
Washington DC 20036
Tel: 202.728.5500
Fax: 202.728.5520
www.ndi.org

COMMUNIQUE DE PRESSE

FOR INFORMATION CONTACT:
In Antananarivo: Kelley Jones
032 435 50 72, kjonesndi@aol.com
In Washington DC: Shari Bryan
202 728 5642, sharib@ndi.org

FOR IMMEDIATE RELEASE
November 16, 2006

COMMUNIQUE: DECLARATION DE LA DELEGATION INTERNATIONALE D'EVALUATION DE L'ENVIRONNEMENT PRE-ELECTORAL A MADAGASCAR

Antananarivo - Le National Democratic Institute (NDI) a aujourd'hui publié une déclaration sur des observations et recommandations concernant l'environnement pré-électoral à Madagascar avant les élections présidentielles du 3 décembre 2006. Cette déclaration est le fruit des travaux d'évaluation d'une mission menée à Antananarivo du 11 au 16 novembre 2006. La délégation a rencontré des candidats aux présidentielles et les représentants de leurs partis, les responsables des élections, des membres de la Haute Cour Constitutionnelle, des représentants des médias, de la société civile et de la communauté internationale. La délégation voudrait exprimer sa profonde gratitude à tous ceux qu'elle a rencontrés pour avoir accueilli la mission et pour avoir partagé leurs points de vue sur le processus électoral.

La délégation de NDI donne une évaluation impartiale de l'environnement électoral et entend démontrer l'appui de la communauté internationale pour un processus juste et transparent. NDI reconnaît qu'à la fin, ce sera le peuple malagasy qui va déterminer la légitimité de ces élections et tout changement aux processus électoral dans l'avenir. La délégation reconnaît que des mesures sont en cours démontrant l'engagement de Madagascar pour avoir des élections organisées et transparentes. Néanmoins, elle recommande que des mesures supplémentaires soient prises avant les élections, et que d'autres mesures soient prises pour le long terme afin de renforcer le processus démocratique de Madagascar.

Avant les élections du 3 décembre, la délégation fait les recommandations suivantes :

- Le Ministère de l'Intérieur et des Réformes Administratives (MIRA) devraient prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le transport rapide et sûr de tous les matériels électoraux, y compris les bulletins des candidats, avant et après le jour du scrutin. Nous recommandons que le MIRA pense à prolonger le délai imparti actuel pour le dépôt des bulletins de chaque candidats à son siège pour en assurer la livraison sécurisée jusqu'aux bureaux de vote. Le MIRA devrait aussi déployer des efforts pour s'assurer que les résultats provisoires sont publiés pour permettre au public de les consulter au niveau des districts, ainsi qu'au siège du Ministère.
- La Haute Cour Constitutionnelle (HCC) devrait assurer que les procès verbaux recueillis au niveau des districts soient disponibles au niveau national durant le processus de dépouillement et de vérification, avant et après la proclamation des résultats.
- Les candidats et leurs représentants devraient faire tous les efforts possibles pour consulter les listes électorales disponibles au public au niveau régional avant les élections, et consulter les procès verbaux disponibles au niveau des districts et au niveau national après les élections.
- Le Gouvernement Malagasy devrait assurer que la même durée soit accordée à tous les candidats sur les antennes des médias publics pendant la campagne.

Pour le long terme, la délégation pense que le gouvernement devrait étudier les recommandations précédentes présentées par des organisations politiques malagasy et des organisations de la société civile, ainsi que par la communauté internationale, pour appliquer des réformes sur le cadre juridique et réglementaire afin d'améliorer la transparence et la crédibilité des futures élections. Ces réformes devraient comporter la mise en place d'une commission électorale indépendante investie du pouvoir d'appliquer les dispositions du code électoral et les décrets, l'introduction du système de bulletin unique pour améliorer la concurrence dans les élections et réduire les possibilités de fraude, et l'adoption de mesures pour augmenter la transparence du processus de dépouillement et de la vérification. Des efforts continus devraient être faits pour améliorer la qualité des listes électorales et augmenter l'éducation civique, dans le but d'augmenter la participation du citoyen dans le processus démocratique de Madagascar. Un engagement actif à l'éducation civique est particulièrement important pour les citoyens qui risquent d'être privés de leur droit de voter, surtout dans les zones enclavées avec un faible taux d'alphabétisation.

La délégation de NDI était composée de: Susanne Wood, ancienne Présidente du Partie National de la Nouvelle Zélande, Gefarina Djohan, ancienne député, actuellement experte travaillant auprès du Parlement et présidente du Caucus Parlementaire des Femmes Indonésiennes, Roger Winter, ancien Administrateur Délégué de l'Agence des États Unis pour le Développement International (USAID), Barrie Hofmann, Conseillère Supérieure auprès de NDI et Kelley Jones, représentante résidente de NDI à Madagascar. La délégation a mené ses activités conformément à la *Déclaration des Principes d'Observation Internationale des Élections* qui contiennent les principes de non-ingérence, d'impartialité et de professionnalisme des observateurs des élections internationaux. Étant donné que Madagascar est depuis 2005 membre de la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC), la délégation s'est également référée aux *Principes et directives de la SADC régissant les élections démocratiques*